



D.R.

Philippe Dembour ⁽¹⁾

Père de famille et auteur du livre "Parents responsables !" (Ed. Mols)

■ Quel est le juste rapport que nous devons entretenir avec l'argent, et comment y éduquer les enfants ?

plus de suspicion que d'admiration. Et n'oublions pas les risques les plus importants : voir s'assoupir notre sensibilité spirituelle et s'affadir notre compassion à l'égard des moins chanceux.

Cela s'apprend dès le plus jeune âge

Une relation saine à l'argent est donc importante. Elle s'apprend dès le plus jeune âge. L'argent de poche est un premier instrument d'apprentissage dans la mesure où il aide le jeune à choisir, acheter, partager, donner, renoncer, économiser. La sobriété s'impose dans l'octroi de l'argent de poche comme dans la dépense : le montant doit être suffisamment faible pour opérer des choix et faire prendre conscience que l'argent s'acquiert difficilement. Le jeune doit aussi comprendre que l'argent provient de l'effort de ses parents.

Le rôle de ceux-ci est également de l'aider à adopter une certaine attitude de détachement vis-à-vis de l'argent. Ceci peut se faire de plusieurs façons : en veillant à l'élévation de cœur et d'esprit de nos enfants - cultivons le choix de bons livres ! -, en leur apprenant à économiser et à renoncer aux biens que l'argent permet d'acquérir et surtout en aidant les enfants à réaliser la joie qu'ils ont à partager avec les plus démunis.

Les parents ont la tâche délicate d'aider leurs jeunes à trouver un juste équilibre entre l'avarice émasculante qui inhibe toute velléité dépensière et la frénésie dispendieuse qui éloigne des questionnements essentiels de la vie ; entre l'amour compulsif de l'argent auquel tout principe est sacrifié et la gêne scrupuleuse qui éteint toute appétence, fût-elle raisonnable. L'antidote de ces excès se trouvera dans le sens que l'on don-

nera à nos ressources financières : pour qui ? pour quoi ?

En faire des adultes responsables

Ces principes pourraient paraître naïfs et désuets mais ils permettront de faire des jeunes des adultes responsables soucieux d'éviter les affres d'une cupidité excessive et d'assigner à leurs biens une triple mission : procurer bien-être et sécurité à la famille, contribuer à un mieux-être dans la société, offrir un outil de partage en donnant à l'argent le "visage de l'Amour". C'est à cette condition, en donnant du sens à celui-ci, que richesse et vie riche ne seront pas des concepts antinomiques. L'argent ne sera alors ni source de culpabilité ni vecteur de honte. Il recevra dans notre psychisme une place équilibrée et équilibrante et nous aurons réussi à régenter la spirale qui nous menace tous : vouloir toujours plus quel que soit notre niveau de richesse matérielle. La prise de conscience de cette spirale et le désir de la dompter constituent souvent le point de départ de l'inspiration philanthropique.

Notre relation à l'argent, loin d'être figée, évoluera avec le temps et l'âge, en fonction de nos besoins, de notre expérience de vie et du progrès de notre pensée. Elle aura trouvé toutefois son fondement dans les valeurs que nos parents nous auront transmises. Sobriété, discrétion, partage et responsabilité sont donc les maîtres mots qui nous permettent d'allier bonheur, sens de la vie et une certaine aisance financière. Grâce à ces valeurs, l'expression "gagner sa vie" pourra alors conquérir sa double signification...

→ Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction. Titre original : "Gérer son argent ou... son rapport à l'argent ?"

→ (1) : philippe.dembour@gmail.com

CHRONIQUE

La difficulté d'être libéral

■ Les jeunes qui manifestent pour le climat, portable en poche, sont-ils incohérents ? Ne serait-ce pas un reproche à adresser d'abord au monde politique ? Illustration avec le libéralisme économique.



CHRISTOPHE BORTELS

Étienne de Callatay
Chroniqueur ⁽¹⁾

Côté Éco

Se montrer libéral", voilà ce que le plus grand nombre affectationne à la ville, mais dans le champ de la politique économique, ceux qui se présentent sous une telle étiquette ont parfois du mal à se montrer... cohérent.

Trois exemples récents amènent à cette réflexion. Le premier trouve son origine dans le rejet, par les services de la Commission européenne, du projet de fusion entre les deux acteurs dominants du rail européen, Siemens l'allemand et Alstom le français. On ne le savait pas si versé en économie industrielle et on le pensait fervent défenseur des institutions européennes, mais néanmoins Guy Verhofstadt, qui, au Parlement européen, préside le groupe des parlementaires libéraux (ADLE), s'est fendu d'une critique au vitriol de ce rejet. Celui qui, un jour, fut surnommé "Baby Thatcher", exige aujourd'hui que les règles de concurrence facilitent l'émergence de "champions européens". Pourtant, l'apparence est plutôt que la Commission se montre complaisante en matière de fusion : en 2018, elle a approuvé 370 fusions sans condition et 23 autres sous conditions et n'en a rejeté aucune. Au total, depuis 1990, il y a eu moins de 30 refus de fusion ⁽²⁾. Entre une décision politisée, exposée au lobbying, et une décision de "technocrates" versés dans l'analyse économique appliquée de la concurrence, la préférence libérale est pourtant claire.

Le deuxième exemple provient du récent plaidoyer du Président Macron pour une renaissance européenne, dans lequel il invite à "assumer, dans les industries stratégiques et nos marchés publics, une préférence européenne comme le font nos concurrents américains ou chinois". Être libéral n'est pas se montrer naïf face à des partenaires commerciaux qui ne sont ni naïfs, ni libéraux, mais ce n'est pas appeler à une préférence nationale ou continentale. Non, ce que demande le libéral, c'est que le meilleur gagne entre des concurrents mis sur un pied

d'égalité. Ce que l'Europe doit faire, ce n'est pas préconiser d'acheter européen, pas plus qu'il ne faudrait répondre positivement à un appel d'autorités wallonnes à acheter wallon. Non, ce qu'il est approprié de faire, c'est d'appliquer une surtaxe sur les biens et services en provenance de pays bénéficiant d'un avantage compétitif indu, que celui-ci résulte d'exigences environnementales plus faibles ou d'une fiscalité avantageuse, par exemple. Le libéral ne promeut pas le protectionnisme mais assure un *level playing field*, au besoin en recourant à une surtaxation des importations, une *border tax adjustment*.

Le troisième exemple est offert par ces soi-disant libéraux qui refusent l'adoption d'une "taxe carbone" parce qu'ils rejettent dogmatiquement toute forme d'augmentation des impôts, et cela, alors qu'il n'y a pas plus libéral comme impôt que l'impôt qui responsabilise pleinement le pollueur. Quitte à ce que le voyage en avion ne coûte pas 10 euros de plus mais 50 euros ou 100 euros ! Phénomène jamais vu, le plus large spectre politique de professeurs d'économie américains s'est retrouvé à signer une pétition appelant à l'adoption d'une taxe carbone ⁽³⁾, une taxe dont on a déjà des expériences heureuses, notamment en Colombie britannique ⁽⁴⁾. Être libéral, c'est agir pour qu'une telle taxe soit introduite.

Il en coûte d'être cohérent et on a tous nos contradictions individuelles. N'en faisons pas le reproche aux jeunes qui nous rappellent à nos obligations environnementales mais demandons de la cohérence dans l'action politique, tous partis confondus.

→ (1) : Université de Namur, etienne.decallatay@orcadia.eu

→ (2) : Voir Rey et Tirole, "Project Syndicate", 2019

→ (3) : Voir "Financial Times", 17 février 2019

→ (4) : Voir G. Metcalf, "Brookings Papers", 2019